REVUE JURIDIQUE

personnes & famille

Toute l'actualité juridique, fiscale et sociale

Analyse p. 7

Présomption de responsabilité des services du département en cas de « *fuite* » sur la nouvelle identité de l'adopté

Par Marie-Christine LE BOURSICOT,
Conseiller à la Cour de cassation, ancienne secrétaire générale du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles

Actualités p. 4

■ **Création du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes** ■ **Pas de mère porteuse indienne pour tous** ■ **Déclaration conjointe d'autorité parentale** ■ **Ouverture du mariage aux personnes de même sexe : projet de loi**

Tableaux de bord p. 42

Les personnes p. 13
L'enfant simplement conçu peut-il réellement se prévaloir d'un préjudice d'affection ?

Le couple p. 23
Comment bloquer la demande en partage d'un créancier

L'enfant p. 31
La responsabilité du père d'un enfant dont la résidence a été fixée chez sa mère

Le groupe familial p. 37
Validation du testament-partage transgénérationnel

éditorial

Avec la nouvelle année viennent les résolutions. Celles du gouvernement sont assez claires : « *un progrès pas seulement pour quelques-uns mais pour toute la société* » selon François Hollande. Après adoption par la commission des lois, les députés ont entamé les discussions (animées) à l'Assemblée nationale sur le projet de loi ouvrant le mariage aux personnes de même sexe, et ce malgré le clivage de la société française sur cette question et la (visible) mobilisation des « *anti mariage pour tous* ».

Dans le sillage de cette réforme sociétale, les vœux du gouvernement ne s'arrêtent pas là, puisqu'un projet de loi sur la famille – ouvrant notamment la procréation médicalement assistée à tous les couples – devrait continuer d'alimenter le débat au premier semestre. Que nous restera-t-il pour le second ? Peut-être apprendre à vivre sur un pied d'égalité au pays des Droits de l'Homme, avec la mise en place en ce début d'année du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes…

L'année pourrait être longue et semée d'embûches pour le gouvernement, comme l'a montré la censure par le Conseil constitutionnel de plusieurs mesures de la loi de finances pour 2013, qui avait ouvert le bal avec ses nouvelles dispositions fiscales.

La Rédaction vous présente ses meilleurs vœux pour l'année 2013.

La rédaction

Éditions du J.N.A.

Index

A
Accès aux origines *2013-1/11*
Accouchement sous X *2013-1/11*
Acte de naissance *2013-1/14, 2013-1/17*
Adoption *2013-1/11, 2013-1/37, 2013-1/38*
Assignation à résidence *2013-1/19*
Assurance *2013-1/12*
Attribution préférentielle *2013-1/26, 2013-1/29*
Autorité parentale *2013-1/34, 2013-1/38*
Avocat *2013-1/23*

B
Blanchiment *2013-1/23*

C
Carte nationale d'identité *2013-1/15, 2013-1/16*
Cohabitation *2013-1/33*
Concubinage *2013-1/32*
Curatelle *2013-1/27*

D
Déclaration de soupçon *2013-1/23*
Délaissement *2013-1/22*
Directive « *retour* » *2013-1/19*
Divorce *2013-1/30, 2013-1/31, 2013-1/33*
Divorce pour faute *2013-1/31*
Donation-partage *2013-1/39*
Droit de visite *2013-1/34*
Droit de réparation *2013-1/12*

E
Enfant *2013-1/12, 2013-1/33, 2013-1/34, 2013-1/35, 2013-1/37, 2013-1/38*
État civil *2013-1/13, 2013-1/14, 2013-1/17*
État des personnes *2013-1/12, 2013-1/13, 2013-1/14, 2013-1/15, 2013-1/16, 2013-1/17*
Étrangers *2013-1/18, 2013-1/19, 2013-1/20, 2013-1/21, 2013-1/31*
Expulsion *2013-1/19*

F
Fœtus *2013-1/12*
Filiation *2013-1/11, 2013-1/37, 2013-1/38*
Fiscal *2013-1/41*

I
Indemnisation *2013-1/12*
Indivision *2013-1/26*
ISF *2013-1/41*

K
Kafala *2013-1/37*

L
Libéralités *2013-1/39, 2013-1/40*

M
Mariage *2013-1/27, 2013-1/28*
Mineur *2013-1/20, 2013-1/35*

N
Nom *2013-1/13*
Nue-propriété *2013-1/40*

P
Pacs *2013-1/28*
Pénal *2013-1/22, 2013-1/23, 2013-1/24, 2013-1/25*
Personnes vulnérables *2013-1/27*
Placement *2013-1/35*
Prénom *2013-1/13*
Présomption de responsabilité *2013-1/11*
Prêt *2013-1/40*
Procédure collective *2013-1/26*
Protection de l'enfance *2013-1/35*

R
Régimes matrimoniaux *2013-1/26, 2013-1/29*
Regroupement familial *2013-1/18*
Résidence habituelle *2013-1/33*
Responsabilité civile *2013-1/33*
Responsabilité des père et mère *2013-1/33, 2013-1/36*

S
Secret professionnel *2013-1/11, 2013-1/23*
Séjour irrégulier *2013-1/24*
Séparation de biens *2013-1/26*
Solidarité *2013-1/32*
Stipulation expresse *2013-1/32*

T
Testament *2013-1/39*
Terrorisme *2013-1/25*
Transmission intergénérationnelle *2013-1/39*

U
Usufruit *2013-1/40*

V
Vie privée et familiale *2013-1/18*

Cette revue peut être référencée de la manière suivante :
RJPF 2013-1/10 (année-n° de la revue dans l'année/n° du commentaire)

Sommaire

ACTUALITES

2013-1/1 Création du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes

2013-1/2 Journées de l'ingénierie patrimoniale 2013

2013-1/3 Pas de mère porteuse indienne pour tous

2013-1/4 Colloque « *Rupture du lien conjugal franco-marocain* »

2013-1/5 Déclaration conjointe d'autorité parentale

2013-1/6 Ouverture du mariage aux personnes de même sexe : projet de loi

2013-1/7 Divorce : mode d'emploi

2013-1/8 Droit des tutelles : protection judiciaire et juridique des mineurs et des majeurs

2013-1/9 38e anniversaire de l'IVG

2013-1/10 En bref…

ANALYSE

2013-1/11 **Présomption de responsabilité des services du département en cas de « *fuite* » sur la nouvelle identité de l'adopté**

Par Marie-Christine Le Boursicot, Conseiller à la Cour de cassation, ancienne secrétaire générale du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles

TABLEAUX DE BORD

2013-1/42 **Les principaux taux et indices relatifs aux familles**

REVUE JURIDIQUE
personnes & famille

Président Directeur Général / Directeur de la publication : **Hubert Chemla**
Rédacteur en chef : **Safia Chamouard-El Bakkali**, *01 76 73 34 25*
Réalisation PAO : **STDI**

Rédaction : 01 76 73 34 25 – Fax : 01 76 73 48 24

La RJPF est éditée par WOLTERS KLUWER FRANCE
SAS au capital de 300 000 000 euros - RCS Nanterre 480 081 306
1, rue Eugène et Armand Peugeot 92856 Rueil-Malmaison cedex
Associé unique :
Holding Wolters Kluwer France

N° commission paritaire : 0314 T 78693
Dépôt légal 2e trimestre 2012 - ISSN 1292-8097
Abonnement annuel : 308 euros HT - 314,46 euros TTC
Prix unitaire : 30,63 euros TTC
Périodicité : mensuelle (11 nos/an)
Imprimerie Comelli, BP 389, 91959 Courtabœuf cedex

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans la présente publication, faite sans autorisation de l'éditeur est illicite et constitue une contrefaçon. Les noms, prénoms et adresse de nos abonnés sont communiqués à nos services internes et organismes liés contractuellement avec la publication, sauf opposition motivée. Dans ce cas, la communication sera limitée au service abonnement. Conformément à la loi du 06/01/78, ces informations peuvent donner lieu à l'exercice d'un droit d'accès et de rectification auprès de Wolters Kluwer-France - Direction Commerciale.

LES PERSONNES ..... p. 13

Sous la responsabilité d'Emmanuel Putman, Professeur à Aix-Marseille Université

Sélection du mois :

2013-1/12 L'enfant simplement conçu peut-il réellement se prévaloir d'un préjudice d'affection ?, par Julie Gallois, ATER à l'Université de Versailles-Saint-Quentin, membre du laboratoire DANTE – *TGI Niort, 17 sept. 2012, n° RG : 11/01855*

ÉTAT DES PERSONNES

2013-1/13 Intérêt de l'enfant et modification judiciaire de l'ordre des prénoms – *CA Nouméa, ch. civ., 27 sept. 2012, n° RG : 12/00116*

BRÈVES 2013/14 à 2013/17

NATIONALITÉ ET CONDITION DES ÉTRANGERS

2013/18 Bénéfice du regroupement familial pour les ressortissants d'États tiers à l'Union européenne : quelle est la marge d'appréciation des États membres ? – *CJUE, 6 déc. 2012, aff. C-356/11 et 357/11, O… et S… c/ M…, M… c/ L…*

2013/19 Conditions de la conformité du droit pénal d'un État membre avec le droit de l'Union européenne en matière de séjour irrégulier – *CJUE, 6 déc. 2012, aff. C-430/11, Sagor*

BRÈVES 2013/20 à 2013/21

PÉNAL

2013/22 Interprétation stricte du délit de délaissement d'une personne hors d'état de se protéger – *Cass. crim., 9 oct. 2012, n° 12-80.412, P+B*

2013/23 La déclaration de soupçons, une atteinte non disproportionnée au secret professionnel des avocats – *CEDH, 6 déc. 2012, aff. 12323/11, Michaud c/ France*

BRÈVES 2013/24 à 2013/25

LE COUPLE ..... p. 23

Sous la responsabilité de Frédéric Vauvillé, Professeur à l'Université de Lille 2

Sélection du mois :

2013-1/26 Comment bloquer la demande en partage d'un créancier, par Frédéric Vauvillé, Professeur à l'Université de Lille 2 – *Cass. 1re civ., 26 sept. 2012, n° 11-16.246, P+B+I*

MARIAGE

2013/27 Refus du mariage d'un curatélaire par le juge des tutelles – *Cass. 1re civ., 5 déc. 2012, n° 11-25.158, P+B+I*

PACS

BRÈVE 2013-11/28

RÉGIMES MATRIMONIAUX

BRÈVE 2013-11/29

DIVORCE ET SÉPARATION DE CORPS

2013/30 Divorce (aux torts partagés) pour intolérable maintien de la vie commune – *CA Chambéry, 3e ch., 6 nov. 2012, n° RG : 11/02433*

BRÈVE 2013/31

CONCUBINAGE

2013/32 Solidarité passive entre concubins : rappel de la nécessité d'une stipulation expresse – *Cass. 1re civ., 7 nov. 2012, n° 11-25.430, P+B+I*

L'ENFANT ..... p. 31

Sous la responsabilité de François Chabas, Professeur à l'Université de Paris XII

Sélection du mois :

2013-1/33 La responsabilité du père d'un enfant dont la résidence a été fixée chez sa mère, par Sophie Hocquet-Berg, Professeur à l'Université de Lorraine, Institut François Gény – *Cass. crim., 6 nov. 2012, n° 11-86.857, P+B*

AUTORITÉ PARENTALE

2013/34 Fixation par le juge de l'exercice du droit de visite ou des modalités de la remise de l'enfant dans un espace de rencontre – *D. n° 2012-1312, 27 nov. 2012, JO 29 nov.*

PROTECTION DE L'ENFANCE

2013/35 Quelles suites donner aux propositions du Défenseur des droits portant sur les droits de l'enfant ? – *Rép. min. à QE n° 837, JOAN Q. 4 déc. 2012, p. 7210 ; Rép. min. à QE n° 838, JOAN Q. 4 déc. 2012, p. 7211*

RESPONSABILITÉ

BRÈVE 2013-11/36

FILIATION

BRÈVES 2013/37 à 2013/38

LE GROUPE FAMILIAL ..... p. 31

Sous la responsabilité de la Rédaction

Sélection du mois :

2013-1/39 Validation du testament-partage transgénérationnel, par Wanda Hannecart-Weyth, Ingénieur patrimonial, auteur du *Droit du Patrimoine – codes annotés* et du *Lamy Patrimoine* – *Cass. 1re civ., 7 nov. 2012, n° 11-23.396, P+B+I*

SUCCESSIONS ET LIBÉRALITÉS

2013-1/40 Le nu-propriétaire héritier est tenu par le prêt consenti par le quasi-usufruitier - *Cass. 1re civ., 5 déc. 2012, n° 11-24.758, P+B+I*

FISCAL

2013-1/41 Plafonnement de l'ISF à 75 % : un retour vers le passé – *Cons. const., 29 déc. 2012, n° 2012-662 DC ; L. fin. 2013, n° 2012-1509, 29 déc. 2012, JO 30 déc., art. 16*

Hiérarchisation des arrêts de la Cour de cassation

D : *arrêt diffusé* - P : *arrêt publié au bulletin mensuel* - B ou F : *arrêt publié au bulletin d'information* - R : *arrêt mentionné dans le rapport annuel* - I : *arrêt publié sur le site internet*